JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL LÉVY

De certaines faiblesses du système statistique français

Journal de la société statistique de Paris, tome 119, nº 2 (1978), p. 87-96
<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1978__119_2_87_0>

© Société de statistique de Paris, 1978, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM
Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

II

COMMUNICATIONS

DE CERTAINES FAIBLESSES DU SYSTÈME STATISTIQUE FRANÇAIS

(Communication faite le 19 janvier 1977 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France)

Michel Lévy, *administrateur de l'I.N.S.E.E., Chef du service de diffusion de l'I.N.E.D., rédacteur en chef de la revue « Population ».*

L'auteur expose quelles sont, à son avis, les faiblesses du système statistique français. Il estime qu'il est devenu trop administratif, trop économique, trop national et qu'il n'est plus assez statistique. Il propose ensuite quelques remèdes dont l'essentiel est une redéfinition du rôle et de la taille de l'I. N. S. E. E.

The author shows, in his opinion, the weaknesses of the french statistical system. He thinks that it has become too administrative, too economic, too national and is no longer enough statistical. Then he proposes some remedy including mostly a redefinition of the role and the size of the I. N. S. E. E.

Lorsque votre Secrétaire général m'a indiqué que l'honneur que me fait la Société de statistique de Paris en me remettant le « Prix du statisticien d'expression française » pour 1976 devrait être « payé » par une communication, j'ai été, je vous l'avoue, bien embarrassé.

L'« œuvre » que votre jury a bien voulu couronner, aussi bien « L'information statistique » (Éd. du Seuil, 1975) que la nouvelle édition des « Tableaux de l'Économie française » (I. N. S. E. E., 1976), tente en effet de faire accéder un public un peu plus large que d'ordinaire aux informations que détient l'appareil statistique français.

Mais devant une assemblée aussi compétente que la vôtre, il serait absurde d'avoir le même objectif. C'est pourquoi j'ai pensé d'abord dresser plutôt ce soir une sorte de bilan de notre connaissance statistique; puis en m'efforçant de limiter mon sujet, j'ai cru inutile de souligner les succès de la statistique française, succès réels et nombreux, dont j'aurais parlé évidemment si j'avais eu devant moi des profanes.

Je vais donc essayer de dire quelles sont, à mon sens, les faiblesses de notre système statistique. Un utile débat pourrait ensuite s'engager. J'ajoute que la Société de statistique de Paris me paraît être un lieu désigné pour ce genre de confrontation, car on y parle à titre personnel, sans arrière-pensée, indépendamment de toute appartenance à tel ou tel corps ou organisme.

*
* *

S'ériger en juge est bien présomptueux. Il est au moins nécessaire que je m'efforce de définir les critères que j'utilise. Mon tempérament et ma carrière aux services de conjoncture puis des publications de l'I. N. S. E. E., puis à celui des publications de l'I. N. E. D. de même que mes fonctions d'enseignant, m'ont toujours amené à présenter au public des résultats statistiques. Il est donc assez naturel que j'aie tendance à privilégier les résultats « concrets », ceux que chacun peut comparer à sa propre expérience, au détriment de ceux qui relèvent de concepts « abstraits » notamment économiques : je préfère avoir à parler de revenu, d'âge au mariage ou d'origine sociale, plutôt que de coefficient de capital ou de productivité générale des facteurs. Je crois en effet que l'une des fonctions du statisticien est d'aider le plus grand nombre possible de personnes à corriger les biais dont chacun est victime de par la petitesse du milieu que l'on fréquente (mais il est clair que ce n'est pas la seule fonction du statisticien ni même la principale et que mes collègues ayant d'autres orientations porteront d'autres jugements). Allant plus loin, je dirai même que le statisticien doit être à l'affût du paradoxe et s'en prendre notamment aux « idées reçues » qu'il doit inlassablement vérifier, d'où qu'elles viennent, au risque d'être taxé d'agitateur, au moins d'idées. Puis-je au passage dire le bonheur que j'ai à l'I. N. E. D. de travailler dans le voisinage d'Alfred Sauvy qui me paraît être le modèle du statisticien que je suis en train de décrire.

*
* *

Ces critères étant posés, il me semble nécessaire pour juger du système statistique dans un pays donné à une époque donnée de considérer avec quelque recul les différentes composantes qui l'ont constitué. La réunion de Vaucresson que l'Unité de recherche de l'I. N. S. E. E. a organisée, en juin 1976, a apporté d'utiles éclairages à ce sujet.

On peut distinguer au moins cinq rameaux dont l'entrecroisement a créé l'actuel système statistique français :

1. Le rameau d'origine qu'on peut qualifier de *territorial* se manifeste dans les circulaires du Comité de Division de la Constituante dans les inventaires administratifs de la Révolution, puis dans les dénombrements et recensements de la S. G. F. aux XIXe et XXe siècles. Il s'agit de savoir combien de personnes habitent dans chaque circonscription administrative, quels en sont les moyens de subsistance, les productions, les conditions de vie. Dans certains pays étendus, ainsi au Brésil, l'Institut de statistique et celui de géographie sont fusionnés : la fonction principale de la statistique y est la description du territoire.

2. Un autre rameau est le rameau *probabiliste*. Ceux qui le symbolisent ont plutôt leur nom dans les livres de statistique mathématique où ils désignent lois, tables et tests, les Laplace, les Gauss, les Galton, les Fisher, les Student, et dont les étudiants d'aujourd'hui, auraient le plus grand intérêt à connaître les préoccupations.

Loin d'être exclusivement économiques, elles étaient souvent politiques, mais surtout on est frappé de l'importance des biologistes et généticiens, dont on peut dire qu'ils ont véritablement fondé la statistique descriptive. On leur doit une bonne partie du vocabulaire statistique, comme ce terme de « régression » utilisé par Galton quand il recherchait les liens entre les caractères mesurables d'une génération et ceux de la génération précédente.

De nos jours, ce rameau continue d'être vivace, car la statistique est le seul moyen de mesurer les phénomènes génétiques. Les travaux de l'I. N. S. E. R. M., dont Daniel Schwartz a donné récemment à notre société un exemple remarquable, ou ceux qu'Albert Jacquard mène à l'I. N. E. D. en matière de génétique des populations en sont de vivants exemples. Les démographes du mouvement de la population, ceux qui s'intéressent aux naissances et aux décès, à la longueur de la vie, les actuaires aussi, appartiennent à cette tendance « *probabiliste* ».

3. Troisième rameau : celui qu'au XIXe siècle on appelait *statistique morale* au sens de la statistique des mœurs. Les comptes rendus des premières décennies de la Société de statistique de Paris lui donnent une place importante, qui nous paraît un peu ridicule quand nous voyons de doctes bourgeois s'interroger gravement sur la « moralité » comparée des peuples et des races « mesurée » par le nombre des crimes ou des conceptions prénuptiales.

Mais les enquêtes d'un Villermé ou d'un Le Play appartiennent à ce rameau et de nos jours, si les thèmes et les moyens d'études ont changé, les enquêtes de consommation et de conditions de vie, les recherches sur les pratiques religieuses ou les comportements électoraux, et toutes les utilisations de la fondamentale nomenclature des catégories socio-professionnelles, mise au point vers 1953 par Porte à l'I. N. S. E. E., attestent de la vitalité de cette préoccupation.

4. Le quatrième rameau a quelque rapport avec le précédent, mais comme il s'agit d'une recherche appliquée à des fins politiques, alors que l'autre se voulait purement scientifique, je crois utile de l'en distinguer : il s'agit de la statistique appliquée à des fins de *protection sociale*.

Cette orientation est plus récente que les précédentes et date du début du XXe siècle. Elle se manifeste notamment par le calcul d'indicateurs de pouvoir d'achat, et donc d'indices de prix à la consommation. On peut lui rattacher aussi tous les efforts pour quantifier les inégalités économiques, les disparités de revenus et de patrimoines, et par exemple les travaux de Gibrat sur la loi log-normale.

Cette application étant la plus proche des préoccupations populaires est aujourd'hui la plus connue et souvent la seule connue, et naturellement la plus discutée. Elle sert à la fois de vitrine publicitaire et de souffre-douleur, justifiant à la fois l'intérêt et les sarcasmes de tous les pouvoirs et de tous les moyens d'information.

5. J'ai gardé pour la fin ce qu'on peut appeler la tendance *dirigiste* de la statistique. Bien qu'on en trouve trace dès le XIXe siècle chez certains hommes politiques soucieux de faire mesurer et apprécier leurs succès économiques, chez les Saint-Simoniens comme Michel Chevalier, membre-fondateur de la Société de statistique de Paris, le développement de cette tendance est récent et date de l'école keynésienne.

Les agrégats que définit Keynes, comme la consommation, l'investissement, l'épargne, le revenu national, conduisent ses disciples à fonder sur la statistique tout un système de gouvernement et de là tout un discours politique.

La présence aux plus hautes fonctions de la République d'économistes versés dans ces matières, au lieu des avocats de naguère, montre le succès de cette tendance manifestée dans tous les pays d'économie libérale par la mise en place d'imposants systèmes de comptabilité nationale.

La tendance dirigiste a aussi été celle des théoriciens de fichiers, comme René Carmille, qui espèrent fonder toute une science du gouvernement sur la mécanographie hier, l'informatique aujourd'hui.

On pourrait sans doute classer différemment les préoccupations de ceux qui s'intéressèrent à la statistique administrative et en trouver d'autres que j'aurais oubliées. Mais il me semble que ces cinq tendances sont les principales qui, en France, coexistent jusqu'à 1940. Elles coexistent mais ne se fécondent pas mutuellement quelles que soient les qualités des hommes, d'Émile Levasseur à Michel Huber.

Ce sont des circonstances politiques exceptionnelles, qui, comme vous le savez, cristallisent sous l'occupation, grâce au Contrôleur général Carmille, ces différentes tendances autour du noyau de la mécanographie et créent le Service national des statistiques devenu à la libération l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'I. N. S. E. E. A ce moment, l'I. N. S. E. E., plus les sondages, plus les grandes nomenclatures, créent véritablement un système statistique cohérent.

Regardons comment se conjuguent dans la fondation de l'I. N. S. E. E. les différentes tendances mentionnées plus haut. Le nom choisi lui-même fournit des pistes intéressantes. Le N de national correspond à la prise en compte de la tradition territoriale : l'I. N. S. E. E., de la défunte S. G. F., la responsabilité de l'organisation périodique des recensements de la population. Le I de Institut est très curieux. Il s'agit d'une révérence faite à la tradition scientifique et probabiliste, écho des querelles qui opposèrent lors de la création de l'I. N. S. E. E. les tenants de cette tendance incarnée par Alfred Sauvy aux continuateurs de René Carmille partisans d'un lourd organisme chargé de nombreuses fonctions administratives. Ces derniers eurent gain de cause, comme vous savez, et Sauvy s'en alla fonder l'I. N. E. D., mais il devait se perpétuer à l'I. N. S. E. E., devenu pourtant direction du ministère des Finances, une tradition d'organisme scientifique, souvent rappelée par les tuteurs, les responsables et les cadres de l'« Institut ».

Le S et le premier E, statistique et études, se réfèrent à la fois à la statistique des mœurs et à la protection sociale. L'I. N. S. E. E. fait faire des progrès décisifs aux études statistiques des conditions de vie des différentes catégories de la population française. L'utilisation des sondages, systématisée dès les années 50, en a été le principal instrument. Et il a largement fait progresser la qualité des indices de prix.

Le dernier E, qualifiant les études d'« économiques », est une novation qui donne à l'I. N. S. E. E. une orientation dirigiste et keynésienne. L'I. N. S. E. E., qui prendra en charge en 1961 la comptabilité nationale de Gruson, et met au point dès les années 50 les célèbres enquêtes de conjoncture de Piatier et Méraud, devient vite le principal producteur français d'indicateurs économiques, de notes de conjoncture et de rapports sur les comptes de la nation.

Enfin structuré par la création de l'I. N. S. E. E., le système statistique français connut pendant un quart de siècle de remarquables progrès. Les trois directions successives de F.L. Closon, de C. Gruson et de J. Ripert correspondirent à trois adaptations successives :

au besoin d'indicateurs conjoncturels, à celui de la comptabilité nationale, à la révolution informatique.

*
* *

Mais souvent en matière d'institutions, un moment arrive où le système devenu trop lourd se met à fonctionner en vertu de sa propre logique et tend à perdre de vue les objectifs de ses constructeurs. Il me semble que nous sommes arrivés à quelque chose de ce type et je crois qu'un retour aux sources fait prendre conscience de déséquilibres apparus dans le système statistique français.

A mon sens, le système statistique français est devenu trop administratif, trop économique, trop national, et n'est plus assez statistique.

1 — *Trop administratif* d'abord : l'I. N. S. E. E., direction des Finances, est un organisme de 6 000 fonctionnaires, dont le quart à la direction générale à Paris, dirigé et encadré par des « administrateurs » recrutés à l'École polytechnique; son poids propre et ses responsabilités en matière d'attribution des crédits et de gestion et formation des personnels sont tels qu'il domine largement tout l'appareil statistique. Au demeurant, le reste de cet appareil est constitué principalement des services statistiques des administrations. A côté de cette masse, les organismes universitaires, les instituts de recherche comme l'I. N. E. D. ou le C. R. E. D. O. C., les fondations privées, les organismes d'étude des syndicats ou associations pèsent de peu de poids.

On a bien cherché, par la création du Conseil national de la statistique, à leur donner quelque droit à la parole. Mais par un travers bien français, on a immédiatement constitué cette instance essentiellement de fonctionnaires, qui reproduisent fidèlement les rapports de force habituels entre ministères, le représentant du Secrétaire d'État à l'Action sociale ayant évidemment moins de poids que celui du ministère des Finances.

De plus, cette conception administrative du système statistique a une conséquence rarement aperçue : elle calque le découpage des domaines statistiques sur le découpage entre ministères. Il y a un ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail, du Logement : donc, il y aura des statistiques de l'agriculture, de l'industrie, de l'emploi, du logement. Mais, la population, dont les problèmes sont transversaux à tous ces domaines, a bien du mal à trouver ce qui l'intéresse dans les statistiques ainsi produites : qui cherche les statistiques des familles, des retraités, des électeurs, des mères célibataires comprend certainement ce que je veux dire...

La mentalité administrative se manifeste aussi par la conception que les statisticiens ont de leur carrière. La direction d'un service est l'étoile du général, et la nomination dans un cabinet ministériel le bâton de maréchal, alors que les progrès de la connaissance, qui se traduiraient par des thèses, articles, ouvrages, d'ailleurs peu rentables, de viennent l'objet d'une condescendance amusée.

Une des conséquences de ce caractère administratif à l'excès du système statistique est maintenant qu'il est perçu comme tel. Le doute et l'ironie qui accueillent désormais l'indice des prix n'ont évidemment pas seulement cette cause, je l'ai écrit ailleurs. Mais que nous le voulions ou non, nous autres statisticiens sommes le plus souvent perçus comme des agents de l'État, au service de sa politique et il est de plus en plus difficile de distinguer un statisticien d'un fonctionnaire exerçant une parcelle de la puissance publique.

Quand je dis trop administratif, je ne dis pas trop « public ». Qu'on ne me fasse pas dire que je souhaite voir le secteur privé s'emparer du système statistique, comme il l'a fait pour

SALLES D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET STATISTIQUES

les enquêtes d'opinion et de marketing. J'ai trop le sens du service public pour imaginer que les services statistiques n'en fassent pas partie. Mais je dis que l'organisation de ce service doit être moins hiérarchique, moins massive, moins bureaucratique et faire appel à beaucoup plus d'unités légères évoluant dans un climat de grande liberté intellectuelle, qui permettraient aux nombreux talents actuellement étouffés de mieux développer leurs possibilités. L'exemple du C. E. R. C., où Jacques Méraud a donné ces dix dernières années sa pleine mesure, me paraît aller dans le sens que j'indique. Et pourtant il s'agit bien d'un organisme public.

2 — *Trop économique.* Le rôle central que joue la comptabilité nationale à l'I. N. S. E. E., l'importance de la fonction de conseil des pouvoirs publics, a gonflé à l'excès les applications économiques de la statistique. Cela se manifeste par exemple par l'importance donnée aux statistiques en valeur, en francs, par rapport à celles en quantités physiques. Quand j'ai voulu récemment, pour les besoins des *Tableaux de l'économie française*, chercher à l'I. N. S. E. E. des statistiques de production en tonnes d'acier, en quintaux de blé, en kW/h d'électricité, je ne les ai pas trouvées et il a fallu aller chez les producteurs. De façon plus élaborée, les travaux qui, au lieu de francs, utilise comme dénominateurs communs de quantités disparates les tonnes d'équivalent charbon ou pétrole, la calorie nutritive, l'heure de travail, etc... sont incroyablement rares, alors qu'ils sont souvent très éclairants et pas plus arbitraires que ceux qui recourent à des prix fluctuants par nature.

Trop économique, cela veut dire aussi pas assez social, pas assez sociologique. Des pans entiers de ce qui fait la richesse ou la pauvreté d'une vie, et qui ne se mesure pourtant pas en monnaie sont laissés de côté par le système statistique français. Les travaux sur les maladies et la santé commencent à peine à se développer, de même que ceux sur les conditions de travail, et la mine d'informations qu'est la Sécurité sociale n'est guère exploitée. Les comportements en matière d'éducation, d'emploi du temps, de loisirs, de pratique culturelle et religieuse, de rencontres ou de correspondances, de vie associative sont rarement ou mal étudiés. On a quelques idées sur l'héridité sociale, mais aucune sur la dispersion sociale au sein d'une même famille. Il me semble que tous ces sujets et beaucoup d'autres mériteraient d'être suivis par des organismes spécialisés permanents disposant d'une partie des moyens actuellement dévolus au système d'études économiques, alors qu'au sein de l'I. N. S. E. E., où des études méritoires ont été menées, ils ne peuvent être considérés que comme secondaires.

Trop économique, cela veut dire enfin trop prisonnier des doctrines. L'idéal de tout économiste est de construire un « modèle », mais tout modèle se rattache toujours, implicitement ou non, à quelque école de pensée, marxiste, néo-libérale, keynésienne ou malthusienne... Il me semble au contraire que l'idéal du statisticien, aussi difficile que cela paraisse, est de s'abstraire autant que faire se peut de toute idéologie, y compris de celle véhiculée par les nomenclatures, et d'essayer de n'observer que les faits, de répondre à toutes les questions de son ressort sans aucun *a priori*, d'aimer être surpris.

3 — *Trop national.* Je serai bref sur ce point, mais il me paraît important. L'aphorisme populaire qui veut que « les Français ignorent la géographie » me paraît tout à fait vérifié quand on voit le peu d'études proposées aux Français sur les pays étrangers et sur les rapports de la France avec ces pays.

Qu'achetons-nous, à qui? du pétrole aux Arabes, du vin aux Italiens... et quoi aux Allemands, nos premiers fournisseurs? que vendons-nous, à qui? des voitures un peu partout, mais encore? que pourrions-nous vendre au lieu de nos produits actuellement concurrencés

par les pays à bas salaires? Que savent les Français sur ces pays plus peuplés que la France que sont le Brésil, le Nigeria, l'Indonésie? La seule source d'information n'est-elle pas le « Monde »? On ne peut manquer d'être stupéfait quand on voit comment les Japonais étudient et connaissent la France. La réciproque serait du dixième que ce serait un progrès. Et pour nous en tenir aux statisticiens, combien d'entre nous lisent régulièrement « Wirtschaft und Statistik » ou le « Monthly economic review », ne serait-ce que pour nous demander si les statistiques présentées sur l'Allemagne et les États-Unis seraient disponibles sur la France, et dans les mêmes délais?

Je sais bien que les statisticiens ne sont pas seuls en cause et que l'école et la télévision par exemple pourraient subir des critiques analogues. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas dire très haut que le « nombrilisme » qu'on reproche souvent aux Français en général et aux Parisiens en particulier sévit aussi dans notre corporation.

4 — *Pas assez statistique.* Tout mon propos peut donc se résumer ainsi : alors que la statistique, science humaine, s'est nourrie de l'apport de nombreuses disciplines, son actuel développement donne une place excessive à la seule économie, et même à certaines formes d'études économiques, qui s'articulent autour de la comptabilité nationale. Je crois qu'il faut redonner leur place aux préoccupations des biologistes, des médecins, des sociologues, des géographes, des historiens, des anthropologues, que sais-je... Plus généralement, il faut réhabiliter un état d'esprit de type Zadig, Sherlock Holmes ou Cuvier comme on voudra, qui consiste à déduire beaucoup d'une information peu coûteuse mais intelligemment exploitée. Le sondage est le symbole de cette attitude, qui permet de décrire des populations entières à partir de caractères de quelques-uns. Or nous risquons de sortir de l'ère du sondage pour entrer dans celle du fichier, qui est exactement l'inverse puisqu'il permet de décrire quelques-uns à partir de l'information, onéreuse, recueillie sur tout le monde.

Au risque de choquer beaucoup d'entre vous, je voudrais dire que les journalistes nous donnent quelquefois l'exemple de la curiosité intellectuelle que je voudrais voir réhabiliter.

Les travaux du *Nouvel Observateur* sur le revenu des Français, du *Nouvel Economiste* sur les grandes entreprises, du *Point* sur les agréments des villes et des départements, de *l'Expansion* sur l'efficacité de la redistribution ou les déterminants du salaire des cadres sont certes des œuvres d'amateurs que les professionnels considèrent avec quelque amusement agacé, mais ils paraissent désigner des lacunes de notre appareil statistique et des lacunes pour lesquelles il existe une demande. Plutôt que d'ironiser, ne devrions-nous pas nous sentir interpellés, défiés par ces enquêtes et tenter d'apporter à ces travaux la rigueur dont nous sommes capables?

*
* *

Puisque j'ai parlé des faiblesses, il me faut proposer des remèdes. L'essentiel me paraît être une redéfinition du rôle et de la taille de l'I. N. S. E. E. Je crois qu'il faut maintenir, voire renforcer ses pouvoirs, pour éviter ce qu'on peut appeler la « cacophonie statistique ». Mais il faudrait limiter son rôle statistique propre à la production des statistiques de masse, qui ne peuvent être que l'œuvre d'un monopole comme le recensement de la population ou le dépouillement des déclarations de salaire... Pour le reste, il faudrait hardiment déconcentrer. S'il était possible, je dirais que l'idéal soit que l'I. N. S. E. E. soit un holding possédant de nombreuses filiales... Pourquoi la gestion du fichier informatique des entreprises (S. I. R. E. N. E.) est-elle du ressort du même organisme que l'établissement de la comptabilité nationale, l'étude des départs en vacances, et l'édition d'annuaires statistiques? Qui

trop embrasse mal étreint, et la prise en charge de trop nombreuses fonctions nuit à l'exercice de chacune.

Cette déconcentration permettrait d'éparpiller les polytechniciens de l'École de la statistique, l'E. N. S. A. E., actuellement abusivement concentrés dans la tour « de verre et d'acier » du boulevard Pinard. Elle permettrait de réinsérer dans le monde statistique les disciplines malencontreusement écartées et citées plus haut. (Il y a certes un mouvement en ce sens, et l'I. N. S. E. E. a récemment détaché certains cadres aux ministères de la Santé, de la Justice, de la Culture, de l'Éducation... Mais je crois qu'il faudrait étendre aux unités ce qu'on limite actuellement aux individus.) Elle permettrait aussi, j'espère, de diminuer le nombre des sujets tabous, interdits à un organisme trop proche du Gouvernement, comme l'armée, la religion, les grandes entreprises, les élections...

Voilà. A ceux d'entre vous qui m'auront trouvé trop pessimiste, je rappelle que je m'étais volontairement limité aux faiblesses de notre système; je pourrais être aussi éloquent sur ses succès, que je crois grands et dont nous pouvons être fiers. Et je n'ai d'autre ambition que d'ouvrir une discussion, ne prétendant évidemment nullement, quel que soit l'honneur que vous me faites, détenir aucune vérité révélée.

DISCUSSION

M. Guitton. — En quoi le système statistique français permet-il de procéder à une « vérification des idées reçues? » Si par ce terme il faut entendre les théories économiques, je crains que les concepts utilisés par ces théories ne correspondent pas aux faits saisis par la statistique.

Il a été dit que le mot d'Institut (I. N. S. E. E.) impliquait une attitude de recherche. Les « administrateurs » de l'I. N. S. E. E. sont-ils donc administrateurs de recherche? Le rattachement au ministère des Finances ne semble pas l'indiquer.

Je vois enfin une faiblesse du système dans le manque de liaison institutionnelle entre l'I. N. S. E. E. et l'Université.

Les responsabilités sont du reste partagées à cet égard.

M. Lévy. — M. Guitton va tout à fait dans le sens de mes observations.

M. Vanoli. — Si la concentration sur les succès conduit aisément au panégyrique, la limitation aux faiblesses mène facilement au réquisitoire. Michel Lévy n'y a pas échappé. Plus que trop pessimiste, ce qui peut être une question d'humeur, je le trouve trop injuste, ce qui relève du jugement.

Beaucoup de ses notations sont correctes, de ses suggestions intéressantes. Il est vrai qu'en dehors de l'administration, les organismes d'études sont en France relativement peu développés, que les problèmes transversaux trouvent mal leur solution dans le découpage institutionnel des activités statistiques entre les Ministères. Il est vrai que le développement des statistiques sociales, comme notre connaissance de l'environnement sont insuffisants. Il est vrai encore que l'étude statistique, économique et sociale des pays étrangers est, sauf aux fins d'analyse conjoncturelle, sous-développée de manière criante. Il est vrai, Michel Lévy ne le mentionne pas, que l'information régionale et locale appelle des extensions considérables.

Mais je me demande par rapport à quel modèle actuel on peut dire du système statistique public français qu'il est trop administratif. Avec des organisations internes variant certes beaucoup, on trouve dans les principaux pays étrangers où la méfiance vis-à-vis de l'État est cependant souvent plus grande que chez nous, un système statistique administratif dont le poids est analogue à ce qu'il est en France et dont les fonctions sont très voisines. Les fonctions d'étude sont plus développées à l'I. N. S. E. E. que dans la plupart des offices statistiques centraux, mais faut-il s'en plaindre?

Je me demande de quelle expérience pertinente du Conseil national de la statistique, qui a encore bien des progrès à réaliser certes, on peut conclure que c'est un club de fonctionnaires où les rapports de force habituels se donnent une fois de plus en représentation. De quelle enquête (faut-il incriminer Zadig, Sherlock Holmes ou Cuvier?), on a pu tirer que les progrès de la connaissance deviennent, dans le système statistique public, à l'I. N. S. E. E. en particulier, l'objet d'une condescendance amusée, au profit de satisfactions de carrière qui ne me paraissent cependant guère encore relever des grands nombres (il m'est parfois arrivé de regretter que si peu de statisticiens aient un profil un peu plus proche de celui des E. N. A.)?

Comment croire que le service statistique du ministère de l'Industrie, partie d'un système statistique public que Michel Lévy limite trop facilement au seul I. N. S. E. E. et qui se développe très sensiblement maintenant en dehors de l'I. N. S. E. E., ne détenait pas les statistiques en quantités physiques recherchées? que les statistiques douanières ne permettent pas de savoir ce que nous achetons et à qui?

Je me demande d'autre part si, quand Michel Lévy adresse au système statistique public le reproche surprenant de n'être « pas assez statistique », il ne se prononce pas d'après une image un peu désuète du métier de statisticien dont il ne paraît pas avoir bien saisi les transformations. Il n'y a pas lieu par exemple, à mon sens, d'opposer le sondage et le fichier. Je ne crois pas du tout que l'on sorte de l'ère du sondage, bien au contraire, mais nous sommes, et nous serons encore plus demain, aussi dans l'ère de l'utilisation à des fins statistiques de fichiers, onéreux certes, mais dont le coût est à imputer à l'activité administrative normale, non à la statistique elle-même. Nous ferons d'ailleurs de plus en plus de sondages... dans les fichiers, comme nous le faisons déjà. Je suis d'autre part surpris, tout en souhaitant moi aussi l'indépendance du statisticien vis-à-vis des doctrines et des idéologies (autant que possible...), d'entendre préconiser une attitude qui consiste à « n'observer que les faits », sans théorie semble-t-il, et même sans nomenclature. Ceux qui apparemment refusent le plus les *a priori* ne sont-ils pas souvent en même temps les plus prisonniers de leurs préjugés? Mais ce n'est pas ici la place d'un débat épistémologique.

Je sens qu'à mon tour je vais manquer de nuances, que je ne résiste pas au piège du contre-réquisitoire. Au moins aurai-je évité moi aussi celui du panégyrique.

M. Lévy. — J'avais souhaité amorcer un dialogue et je suis heureux que M. Vanoli s'y prête. Il est évident que le choix de mon sujet m'exposait au risque d'apparaître provoquant.

Je ne crois pas avoir dit que personne ne détenait les statistiques en quantités physiques, mais qu'il était difficile de les trouver, parce qu'elles sont étrangères à la conception actuelle centrée sur la comptabilité nationale et les flux en valeurs.

J'aurais mauvaise grâce à me plaindre qu'on fasse des sondages dans les fichiers. Mais je persiste à m'inquiéter que la mentalité du fabricant de fichier, perfectionniste par nature, ne se généralise et n'aboutisse à retarder beaucoup l'obtention d'informations accessibles.

Je ne sais pas observer sans théorie ni nomenclature. Je regrettais simplement qu'on soit souvent, à son corps défendant, prisonnier de théories et nomenclatures contraignantes et étrangères à l'objet de sa recherche.

J'aurais peut-être dû dire « bureaucratique » au lieu d'« administratif ». Je pense que la trop grande rigidité de nos structures administratives réduit fortement la productivité des statisticiens, dont pourtant la qualité est grande et les moyens importants.